

ENTRETIEN

Anne-Sophie Sebban-Bécache

« Israël n'a jamais pâti d'une image d'État colonial »

AJ La directrice générale de l'AJC Paris, spécialiste des relations israélo-africaines, fait le point sur l'investissement accru de l'État juif en Afrique.

Actualité Juive Vous avez prononcé l'une des conférences d'ouverture du colloque-événement organisé par l'ambassade d'Israël à Paris. Que cherche Israël en renforçant son implantation dans la zone sahélo-saharienne ?

Anne-Sophie Sebban-Bécache : Il faut rappeler la situation géographique unique de l'État d'Israël vis-à-vis du continent africain puisqu'il partage avec lui une frontière terrestre. L'État hébreu se soucie donc nécessairement de la stabilité de la région, composée d'États à majorité musulmane et donc a priori hostiles - ceux d'Afrique du Nord (Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie, Libye) et du flanc sud du Sahara (Mali, Niger, Tchad, Soudan) ; et, secondairement, ceux de la plus proche Afrique subsaharienne (Sénégal, Burkina Faso). La fragilité des États et la menace grandissante de groupes islamistes en leur sein n'ont fait que renforcer la volonté d'Israël d'y prendre pied ; alors même qu'il ne s'agit pas, pour les raisons citées plus haut, de sa zone d'influence traditionnelle sur le continent.

Les diplomates israéliens ont théorisé les « ceintures périphériques ». Les alliances africaines constituent-elles pour l'État juif une sorte d'hinterland envisagé comme plus solide que le monde arabe ?



A.-S.S.-B. : La stratégie de la « périphérie », théorisée par David Ben Gourion lorsqu'il était Premier ministre consistait en effet pour Israël à se forger une ceinture d'États alliés en-deça de son environnement arabe proche et hostile : étaient alors visés la Turquie au Nord, l'Iran à l'Est et l'Éthiopie au Sud. Ce dernier demeure un atout pour l'État hébreu, une fenêtre ouverte sur la mer Rouge ; au même titre que d'autres États avec lesquels Israël a développé des coopérations privilégiées - le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda ; hier, le Soudan du Sud, aujourd'hui le Soudan tout court. La diversification des alliances assure à Israël de nouveaux débouchés, l'espoir de renforts sur la scène internationale ; mais aussi les appuis « locaux » pour contrecarrer l'entrisme de ses ennemis. À la fin des années 2000, Israël a intercepté à plusieurs reprises des convois d'armes iraniennes à destination de la bande de Gaza ou du Sud-Liban passant par l'Érythrée et le Soudan, offrant la possibilité d'une guerre délocalisée entre Israël et l'Iran.

Dans maints pays, y a-t-il rivalité, coopération, ou un mixte des deux, entre Jérusalem et Paris ?

A.-S.S.-B. : Je ne crois pas qu'on puisse parler de rivalité entre Jérusalem et Paris. Il y a d'abord une différence d'échelle : Israël est un petit État, la nature des coopérations mises en place avec l'Afrique est bien spécifique et celles-ci demeurent limitées en termes de volume : pas de quoi inquiéter les Français. Il est en revanche intéressant de souligner la manière dont Israël s'est très tôt démarqué des puissances coloniales européennes. Des témoignages relevés dans les années 1960, consultés au cours de mes recherches (dans les archives de la revue *L'Arche*) révèlent comment les Africains se représentaient les Israéliens : loin de l'image classique de « l'homme blanc » *condescendant*, ces derniers sont décrits comme *n'hésitant pas à mettre les mains dans le cambouis*. Plus généralement, Israël, contrairement à la France, n'a pas pâti de l'image d'État colonial puisqu'il fut au contraire perçu, pendant l'âge d'or des années 1960, comme un modèle d'État décolonisé.

Quels sont les points forts d'Israël en Afrique ?

A.-S.S.-B. : Sans aucun doute sa capacité à offrir des technologies et savoir-faire, notamment dans les secteurs agricoles et de gestion de l'eau, adaptés aux contextes de nombreux États africains. C'est là que réside depuis les années 1950 le caractère unique des coopérations entre Israël et l'Afrique. Après son indépendance en 1948, Israël développa rapidement les techniques qui lui permettraient d'atteindre l'autosuffisance et réussit à surmonter les contraintes d'un climat aride - un défi commun à de nombreux pays d'Afrique subsaharienne. « *Start-up nation* », Israël bénéficie aussi d'une agilité bien spécifique qui me semble correspondre au monde émergent des start-ups en Afrique. À la fin de notre conférence, la start-up nigériane Releaf Africa axée sur la sécurité alimentaire et l'organisation

Volcani qui exporte l'expertise agricole israélienne, ont signé un mémorandum de partenariat.

Quels sont ses « talons d'Achille » ?

A.-S.S.-B. : L'absence de réelle stratégie. Après la guerre des Six Jours (1967) et du Kippour (1973), les relations diplomatiques avec Israël ont été rompues par la quasi-totalité des États africains, une volteface très mal vécue par les leaders d'Israël. Les relations ont progressivement repris à partir des années 1980, on parle régulièrement d'un « retour d'Israël » en Afrique, mais elles ont été désinvesties et souffrent donc d'un manque cruel de moyens.

Que gagne Israël avec le statut d'observateur au sein de l'Union africaine ?

A.-S.S.-B. : Ce qu'Israël a rarement réussi à obtenir en contrepartie de ses relations vertueuses avec l'Afrique : une position renforcée au sein des institutions régionales et internationales. C'est une victoire sur l'hostilité persistante et majoritaire au sein de ce type d'instances, mais une victoire fragile, car comme nous y avons assisté en février dernier, des pays comme l'Algérie ou l'Afrique du Sud n'ont pas fini de faire pression pour changer l'équilibre des forces et remettre Israël au ban des nations...africaines.

Le complexe militaro-industriel a-t-il trouvé là son eldorado ?

A.-S.S.-B. : Il ne faut pas exagérer. Les ventes d'armes d'Israël vers l'Afrique ont certes triplé au cours de la dernière décennie mais elles demeurent marginales au regard de la totalité des exportations militaires : les pays asiatiques restent les meilleurs clients de l'État hébreu, suivis par les États-Unis, le Canada et l'Europe. J'ajoute enfin que ces chiffres sont toujours à prendre avec des pincettes : s'agissant de la vente d'armes et plus largement de la coopération militaire, les frontières entre public et privé sont étroites et parfois entremêlées ; et l'information est, quant à elle, toujours hautement privée. ■

Propos recueillis par
Alexis Lacroix

IL EST INTÉRESSANT DE SOULIGNER LA MANIÈRE DONT ISRAËL S'EST TRÈS TÔT DÉMARQUÉ DES PUISSANCES COLONIALES EUROPÉENNES